



**Droite radicale**



# *Recul de la démocratie dans le monde : la Belgique défaillante ?*

**Jean Musway Mupeka (CAL Charleroi)**

Avant de présenter la thématique abordée dans les contributions réunies dans ce cinquième rapport de l'Observatoire des radicalités, qu'il nous soit permis de commencer par faire un clin d'œil à un événement qui mérite d'être signalé et célébré. 2017-2021 ! Eh oui, l'Observatoire des radicalités fête cette année son cinquième anniversaire. En effet, cela fait déjà cinq ans que la régionale de Charleroi du Centre d'Action Laïque a décidé de mettre en place l'Observatoire des radicalités.

Pour la petite histoire, nous pensons qu'il est important de rappeler que suite à la vague d'attentats perpétrés sur le territoire européen, la radicalité violente de type religieux a bénéficié d'une grande visibilité médiatique et occupé le terrain du débat public. La lecture de cette radicalité s'était faite dans l'urgence avec peu de place pour la nuance, la contextualisation et la prise en compte de la complexité. C'est ce qui a motivé la décision du CAL Charleroi qui, en tant que structure philosophique et pur produit des Lumières, a opté pour le libre examen et l'esprit critique, comme outil et comme méthode qui guident son action. La singularité du travail mené au sein de l'Observatoire a été de partir d'une approche axée sur la « slow science » et l'interdisciplinarité, pour ouvrir le champ des recherches sur la diversité d'expression et de déclinaison des radicalités. Chaque année au mois de mars, et ce depuis 2017, l'Observatoire a organisé des activités réflexives et rendu compte de son travail via un événement qui a fait l'objet d'une publication.

Bien sûr, nous devons reconnaître que ces cinq années ne furent pas de tout repos, et que mener à bien un projet d'une telle ampleur à sa vitesse de croisière a nécessité un grand investissement intellectuel. C'est pour nous l'occasion de proposer un bilan quinquennal essentiellement en termes de production.

Le premier rapport (2017) a rassemblé des contributions qui ont présenté les cinq formes choisies que peut prendre la radicalité violente, en débattant et en questionnant la religiophobie, la misogynie, le racisme, la xénophobie ainsi que l'homophobie. Avec ce premier rapport, l'objectif a été de poser le cadre de notre travail, c'est-à-dire de circonscrire le sujet (« radicalités ») et d'expliquer notre démarche (slow science/interdisciplinarité).

Le deuxième rapport (2018), intitulé « *Croire ou ne pas croire* », a permis d'approfondir la réflexion en investiguant la question de la religiophobie. Les contributions ont présenté et questionné la radicalité violente dont sont victimes certaines personnes en Belgique et dans le monde parce qu'elles sont athées et/ou agnostiques.

Le troisième rapport (2019), intitulé « *Mesures liberticides et justice prédictive* », a investigué les radicalités qui s'attaquent à la justice, un pilier majeur de notre démocratie. Les contributions ont cherché à informer et à faire réfléchir sur les « mesures liberticides » hors état d'urgence et sur la « justice prédictive » basée sur des algorithmes, qui mettent en danger nos libertés et le fonctionnement démocratique de notre société.

Le quatrième rapport (2020), intitulé « *Cyberviolences, violences faites aux femmes et féminicides* », s'est penché sur les radicalités violentes exercées à l'encontre des femmes. Dans un contexte post #Me Too, notre revendication a été d'inviter à respecter le droit à la singularité des femmes et d'inscrire le féminicide dans le code pénal.

Le cinquième rapport (2021), « *La démocratie face à la droite radicale* », réunit des contributions autour des questions sur l'extrême droite comme espace de radicalisation violente.

Cette année, nous avons choisi de questionner un sujet d'actualité et de société et donc d'aborder la thématique complexe de la démocratie face à la droite radicale. Alors que les extrêmes se radicalisent tant à gauche qu'à droite et que leurs discours populistes se banalisent, quel est l'état de la droite radicale en Belgique et quelle est/peut être son impact sur le fonctionnement démocratique ?

Aux USA, l'assaut du Capitole du 6 janvier 2021 par des personnes dont la plupart étaient radicalisées par les propos populistes de Donald Trump et par la propagande du mouvement QAnon, a montré combien la démocratie pouvait être fragile face à la propagande, à la désinformation et aux théories du complot.

En France en octobre 2021, en enquêtant sur les réseaux du gourou complotiste Rémy Daillet qui appelait, depuis la Malaisie, à renverser l'État français et qui a été impliqué dans le rocambolesque enlèvement de la petite Mia dans les Vosges, les enquêteurs de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) ont réussi à démanteler « Honneur et nation », un groupuscule néonazi d'extrême droite fondé en 2019, qui avait planifié des attentats terroristes sur le territoire français, dont l'explosion d'une loge maçonnique à Lunéville en Meurthe-et-Moselle (nom de code : « Projet Alsace »).

En Belgique, au mois de mai 2021, la traque d'un militaire, radicalisé par les thèses de l'extrême droite, a rythmé l'actualité. Les forces armées le recherchaient parce qu'il avait menacé de tuer un virologue et sa famille, et aussi de s'en prendre aux hommes et femmes politiques ainsi qu'aux mosquées. « Nous sommes tous Jürgen et nous le soutenons à 1000 % » avait publié sur sa page Facebook Perrine Laine, la conseillère communale en charge du CPAS à Ath.

Ce fait, loin de n'être que divers, soulevait, plus fondamentalement, de nombreuses questions au sujet de l'extrême droite comme espace de radicalisation violente. Que dit le cas de ce militaire fugitif au sujet de l'état de la démocratie belge ? Que dit ce cas au sujet d'une société dont certains membres ont été jusqu'à comprendre et accepter les menaces du fugitif et n'ont pas hésité à lui apporter leur appui en organisant des manifestations de soutien sur le terrain comme sur les réseaux sociaux ? Que dit cette affaire au sujet du risque, voire de l'implantation des thèses de l'extrême droite dans la société belge ?

Pour contextualiser avec des statistiques à l'appui, il est important de signaler que depuis 2006, le groupe de presse britannique *Economist Intelligence Unit* (EIU), qui fait autorité en la matière, propose un aperçu général de l'état de la démocratie dans le monde. Cet aperçu se base sur une évaluation qui prend en compte 60 critères regroupés en cinq catégories que sont : le processus électoral et le pluralisme, l'exercice des libertés civiles, la gouvernance, la participation politique ainsi que la culture politique. Partant de ces critères et catégories, ce groupe propose une classification des États selon quatre types de régime, à savoir : régime de démocratie véritable ou démocratie complète, régime de démocratie imparfaite ou de démocratie défectueuse, régime hybride et régime autoritaire.

Sont classés dans la catégorie de « démocratie véritable » (qualifiée aussi de démocratie pleine ou démocratie complète) des États où l'exercice des libertés civiles et fondamentales est scrupuleusement respecté et dont la bonne gouvernance et la culture politique permettent le renforcement de ces libertés ainsi que la prospérité démocratique.

Sont classés dans la catégorie de « démocratie défailante » (qualifiée aussi de démocratie défectueuse ou démocratie imparfaite) des États considérés comme étant habituellement démocratiques mais qui sont pénalisés par le recours à des mesures liberticides, par un fort taux d'abstention aux élections ou encore par un faible taux d'adhésion aux associations (partis, syndicats...).

Sont classés dans la catégorie de « régime hybride » des États qui partagent certaines caractéristiques avec les démocraties en organisant des élections, par exemple, mais qui bafouent la notion d'État de droit et entravent l'exercice des libertés individuelles.

Sont classés dans la catégorie de « régime autoritaire » des États où l'opposition est muselée et dont les dirigeants n'hésitent pas à changer la constitution pour se maintenir au pouvoir.

En 2021, sur 167 États évalués, le groupe de presse EIU a recensé 21 États à « démocratie véritable » (catégorie englobant Canada, Islande, Norvège, Suède, Finlande...), 53 États à « démocratie défailante », 34 États à régime hybride et

59 États à régime autoritaire. L'évolution de ces chiffres montre que l'année 2021 a été celle d'un recul de la démocratie dans le monde. Ainsi, selon les statistiques de ce groupe de presse, la population mondiale vivant dans des démocraties véritables est passée de 8,4 % en 2020 à 6,4 % en 2021. Et 54 % de la population mondiale vit dans des régimes hybrides et autoritaires. En 2021, seuls 21 pays sur 165 ont donc obtenu le statut de « démocratie complète ». Avec un score de 7,51, la Belgique<sup>1</sup> a été classée à la 36<sup>e</sup> position et qualifiée de « démocratie défailante » dans l'index de la démocratie, rejoignant ainsi la France qui a ce statut depuis 2020. Selon l'étude de la division « recherche et analyse » du groupe EIU, l'indice de démocratie dans le monde est passé de 5,37 en 2020 à 5,28 en 2021, soit la plus forte baisse annuelle depuis l'année 2010. Selon cette étude, ces « résultats reflètent l'impact négatif de la pandémie sur la démocratie et la liberté dans le monde pour la deuxième année consécutive, avec l'extension considérable du pouvoir de l'État et l'érosion des libertés individuelles<sup>2</sup> »...

Pour rappel, ce classement défailant de la Belgique dans l'indice de la démocratie ne surprend pas, d'autant plus que le troisième rapport (2019) de l'Observatoire, « *Mesures liberticides et justice prédictive* », avait eu à investiguer et à questionner ces « mesures liberticides » hors état d'urgence, qui ont mis en danger les libertés individuelles et le fonctionnement démocratique de notre société.

---

1 <https://www.lesoir.be/423275/article/2022-02-10/la-belgique-qualifiee-de-defaillante-dans-un-index-de-la-democratie>

2 <https://www.moustique.be/actu/belgique/2022/02/10/la-belgique-democratie-defaillante-selon-lindex-de-the-economist-227142>

# *La droite radicale en Europe : le cas de la Belgique.*

## *Chronique de la normalisation du Vlaams Belang*

Laura Jacobs (chercheuse postdoctorale Université libre de Bruxelles, chargée de recherche FNRS)

### *Introduction*

En Belgique, la droite radicale est fortement ancrée en Flandre. Le Vlaams Belang (VB) a connu une performance historique en 2019, et caracole en tête des sondages. Dans le même temps, les partis de la droite radicale sont devenus un phénomène marginal en Belgique francophone. Le VB est explicitement candidat à une participation au gouvernement en 2024. Mais ce parti a-t-il vraiment une chance de gouverner après les élections de 2024 ? Tom Van Grieken, président du parti, veut-il réellement gouverner ? Trouverait-il des partenaires parmi les autres partis ? Ce texte se focalise sur le VB, en retraçant le parcours du parti vers une normalisation croissante, réalisée notamment via le développement de sa présence sur les réseaux sociaux numériques.

### *La droite radicale en Belgique : du « dimanche noir » au recul et à la renaissance*

Le VB, fondé par Karel Dillen en 1979 (sous le nom de Vlaams Blok à l'époque), constituait un parti relativement mineur pendant les années 1980, avec seulement un siège à la Chambre des Représentants. En 1991, le nombre de sièges du VB passe de 2 à 12 à la Chambre de Représentants, et le parti attire 6,6 % des voix dans le royaume. Ce jour d'élection entrera dans l'histoire comme le « dimanche noir ». En Belgique francophone, le Front National (FN) obtient un siège à la Chambre lors des élections de 1991 (Close & Ognibene, 2021). Acteur central de la droite radicale francophone à l'époque, le parti connaît une progression pendant les années 1990 et 2000, notamment au niveau communal.

Mais la droite radicale en Belgique francophone ne connut pas le même succès que la droite radicale en Flandre. Le FN obtient son meilleur résultat à la Chambre après les élections fédérales de 1995, avec 2 sièges, et performe aux élections communales de 1994. Mais suite à des divisions internes et aux poursuites judiciaires à l'encontre du président du parti, Daniel Féret, le FN se disloque à la fin de la décennie 2000 (Close & Ognibene, 2021). Le parti ne réussit donc pas à s'imposer comme une force politique pertinente. Aujourd'hui, la droite radicale est quasiment absente du paysage politique francophone, même si le Parti Populaire, formé en 2009, a réussi par deux fois à obtenir un siège à la Chambre, en 2010 et en 2014.

Le VB lui aussi a connu des périodes difficiles, comme le montre la figure 1. Lors des élections de 2014, le parti est complètement décimé, avec une perte de 9 sièges, et beaucoup d'électeurs qui se tournent vers la N-VA (Baudewyns & Dassonneville, 2014). Il semble alors que le VB subisse le même sort que ses homologues francophones, devenant insignifiant et marginal (Close & Ognibene, 2021 ; Pauwels, 2011). Cependant, à partir de 2018, le VB recommence à croître dans les sondages, un phénomène qui sera confirmé par de bons résultats électoraux lors de la séquence 2018-2019.

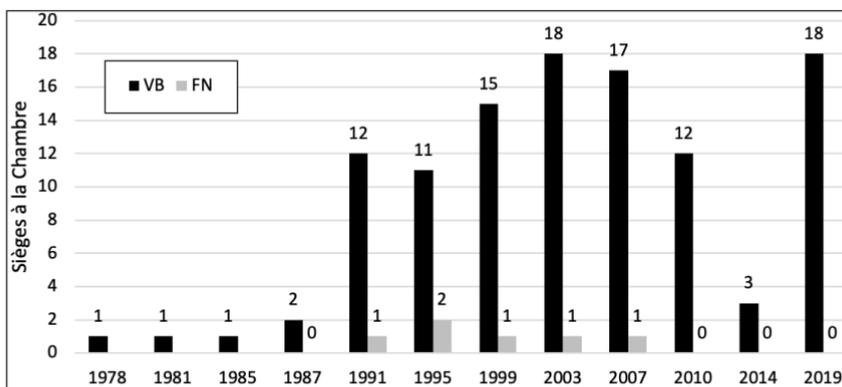


Figure 1. Sièges à la Chambre des Représentants du VB et du FN (1978-2019).

Source : <https://elections.fgov.be/informations-generales/resultats>

### *Du cordon sanitaire à la normalisation*

La remontée du VB a eu pour effet de remettre à l'agenda la question du cordon sanitaire (et de la possibilité qu'il soit brisé). Après le « dimanche noir », à l'initiative de Luc Versteyleen – le fondateur d'Agalev, prédécesseur de Groen –, les partis politiques forment une sorte de pacte de non-collaboration avec l'extrême droite. En parallèle à ce cordon sanitaire politique, un cordon médiatique est installé, moins formellement. Ce cordon médiatique a été plus strictement suivi et renforcé en Belgique francophone (Jacobs & van Spanje 2020). Des entretiens avec des journalistes ont mené Léonie de Jonge (2019) à conclure que l'attitude accommodante des médias flamands a partiellement contribué à la hausse de la droite radicale en Flandre. En offrant une plateforme médiatique au VB, les médias auraient contribué à consolider sa position dans le paysage politique flamand, à normaliser le parti et son discours (Wauters & Pittoors, 2019). L'idée que le VB est un parti devenu « mainstream » s'impose à plusieurs niveaux : d'abord, au vu de ses performances électorales, ensuite, au vu de sa présence dans le débat politique, enfin, au vu des réactions des autres partis et vu le fait qu'il n'est plus tabou pour les citoyens d'avouer qu'ils ont voté pour le parti. Le VB n'a jamais paru aussi « normal ». Ce phénomène de normalisation ou de « dédramatisation » du parti d'extrême droite se retrouve aussi dans d'autres pays en Europe.

## Un nouveau bilan ?

Ces évolutions s’observent sous la houlette de Tom Van Grieken, devenu président du parti en 2014, avec l’objectif précisément de rénover son parti. Sous sa direction, le VB essaye de se redéfinir comme un parti « catch-all » (« attrape-tout ») en préparation des élections de 2024, avec un programme mettant en avant les enjeux importants de la Flandre. La crise sanitaire liée au COVID-19 a fourni un contexte idéal pour que le parti aigüise encore davantage sa rhétorique anti-establishment. Cependant, l’ADN du VB a à peine changé. Ses thématiques de prédilection restent celles de la lutte contre l’immigration et l’islamisation, de l’ordre et de la loi, de l’autonomie de la Flandre, et de la lutte contre les élites. Comme pour d’autres partis d’extrême droite, trois principes sont au cœur de l’idéologie, selon Cas Mudde<sup>3</sup> : le nativisme, l’autoritarisme et le populisme. La tendance vers la « gauchisation » de son programme sur le plan socio-économique (le parti défendant, par exemple, la baisse de la TVA sur l’énergie à 6 %) est remarquable, mais ne peut pas être qualifiée de rupture fondamentale. Les messages et le contenu restent les mêmes ; ce qui a changé, c’est la stratégie et la portée de ses discours.

## Le VB : un pionnier de la communication politique numérique

Un facteur important de la normalisation du parti tient dans son déploiement sur les réseaux sociaux numériques. Le VB a été un pionnier dans la communication politique en ligne. C’est en effet le premier parti belge à avoir un site web professionnel, bien développé et régulièrement mis à jour. En tant que parti qui s’oppose à l’élite, cette stratégie était vue comme nécessaire afin de contourner les journalistes, que le parti accuse de manque de neutralité. Le parti est un des premiers à accompagner et à utiliser l’essor des réseaux sociaux pour son profit électoral. Le VB est le parti qui – ensemble avec la N-VA – a dépensé le plus d’argent en campagnes publicitaires sur *Facebook*, *Instagram* et *Messenger*, d’après les informations de AdLens : 882 548 € en 2021 et 1 438 614 € en 2020 (figure 2) (Vanden Eynde *et al.*, 2019). Tom Van Grieken souligne que sous sa direction, le VB a résolument opté pour la communication numérique. En effet, il a lancé une offensive de charme sur les réseaux sociaux, usant abondamment du *micro-targeting*. Le VB n’est pas seulement présent sur *Twitter* et *Facebook*, mais on le retrouve aussi sur *YouTube*, *Spotify*, les podcasts d’Apple et Google, *Amazon Music*, *Deezer*, *Soundcloud*, *Instagram*, *Twitch* et – bien sûr – sa propre application VB. Avec le lancement de cette application, le parti a de nouveau marqué l’histoire. C’est le parti le plus actif sur *Twitter* et *Facebook* : en janvier 2022, le VB et son président ont tweeté 228 fois (les retweets exclus) (figure 3). On retrouve des chiffres similaires pour Facebook. Leur investissement porte ses fruits (figure 4) : avec un demi-million de *likes* sur Facebook, Van Grieken devance de très loin ses concurrents.

3 Politologue néerlandais, Cas Mudde s’est spécialisé dans l’étude des idéologies de l’extrême droite contemporaine ainsi que des populismes (de droite et de gauche) en Europe et aux USA.

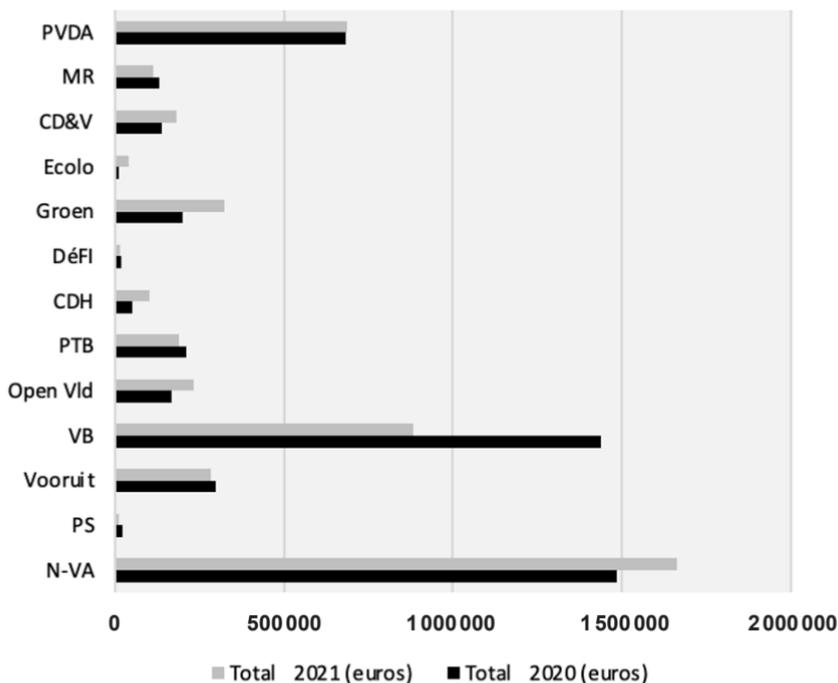


Figure 2. Dépenses des partis politiques en Belgique pour des campagnes publicitaires (2020-2021).

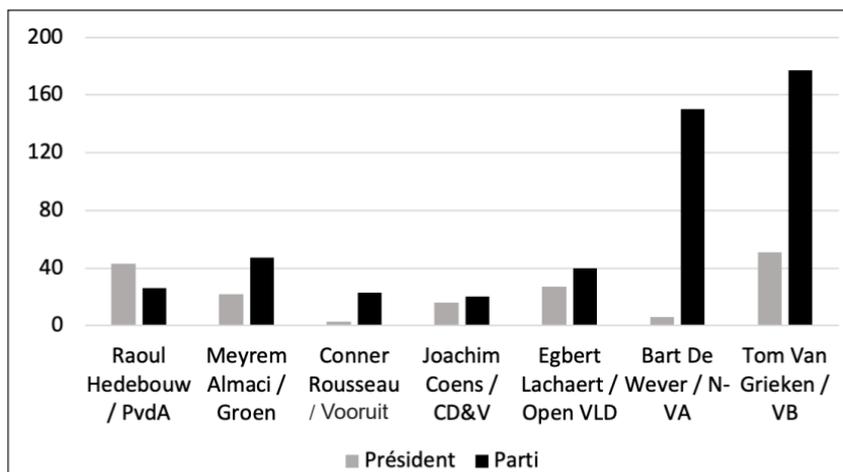


Figure 3. Tweets en janvier 2022 des présidents et partis flamands.

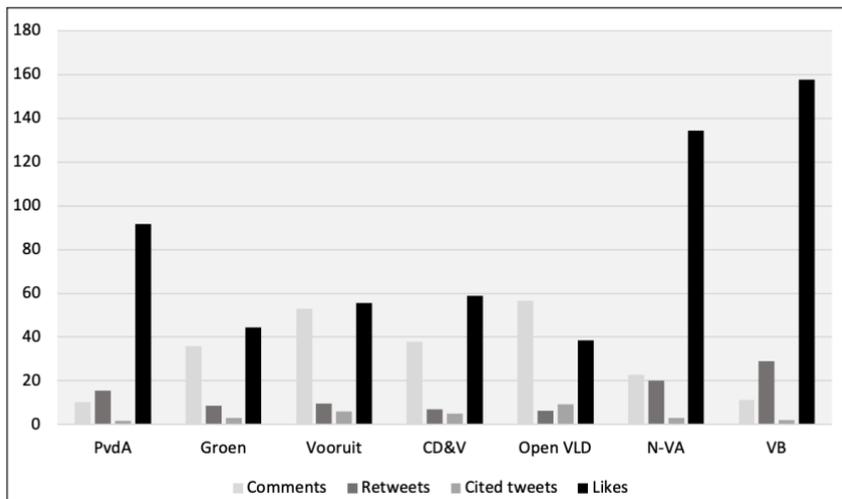


Figure 4. Réactions sur les posts des partis politiques de Flandre (Twitter).

### *Van Grieken I en 2024 ?*

Sous la direction de Tom Van Grieken et propulsé par ses scores électoraux, le VB ne cache pas ses ambitions pour 2024 : le parti veut devenir le plus grand de Flandre, et participer au pouvoir. Van Grieken l'exprime ainsi dans son livre *En nu is het aan ons* : « Nous tirons un trait sur notre éternelle image de parti d'opposition ». Mais ces ambitions gouvernementales sont-elles réelles ou feintes ? Ce discours s'inscrit dans la stratégie du parti de s'opposer au cordon sanitaire, en disant que le cordon est un « instrument antidémocratique destiné à le museler et à réduire son électorat au silence ». Il faut avant tout se demander quel intérêt le VB aurait à rejoindre un gouvernement... car en effet, le VB n'a pas besoin d'entrer dans un gouvernement pour exercer une influence. Sur les bancs de l'opposition, le parti est en position de peser sur l'agenda politique et de supporter (ou pas) des lois sans courir le risque de se « brûler » en montant dans l'exécutif.

Et pourtant... durant l'été 2019, le président de la N-VA Bart De Wever a lancé des négociations afin de former un gouvernement flamand avec le VB – une tentative qui paraissait sérieuse. Les autres partis flamands – l'Open VLD et le CD&V – ont refusé catégoriquement une coalition avec le VB, honorant ainsi le principe du cordon sanitaire.

### *Quid de la N-VA ?*

Même si les sondages d'opinion indiquent qu'une majorité entre la N-VA et le VB serait possible, une coalition entre ces deux partis dépend de la position de la N-VA. Bart De Wever lui-même, fin 2020, a exclu explicitement cette possibilité.

Le président a indiqué qu'il quitterait la politique avant même d'entrer en coalition avec le VB. Mais combien de temps cela tiendra-t-il ? La communication politique sur Twitter de la N-VA et de Bart De Wever est ambiguë : depuis 2006, la N-VA a tweeté 62 fois à propos d'une collaboration potentielle avec le VB. La position officielle de la N-VA est constante, et s'articule autour de trois points. Premièrement, la N-VA est contre un cordon sanitaire par principe, ce qui ouvre la porte à la collaboration. Deuxièmement, la N-VA affirme que le VB lui-même opte dans la pratique pour l'auto-isollement, et qu'il n'y jamais eu de signal indiquant que cela allait changer. Suite aux négociations de 2019, la N-VA a accusé le VB de n'avoir fait aucune tentative pour se faire accepter par les autres partis. Troisièmement, la N-VA souligne le rôle des autres partis et la réalité numérique : la N-VA identifie le manque de partenaires comme la raison principale de l'échec des négociations pour la formation du gouvernement fédéral en 2019, tandis qu'au gouvernement flamand, sa participation à une coalition avec l'Open VLD et le CD&V restait la seule option.

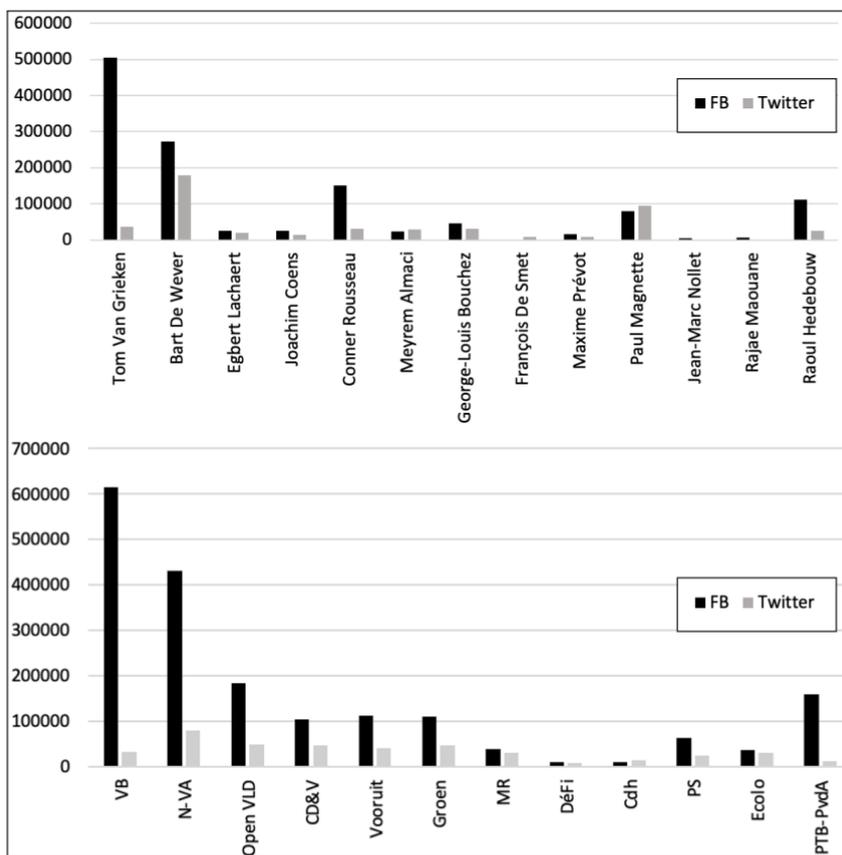


Figure 5. La popularité (followers) des partis et présidents en Belgique sur FB & Twitter (février 2022).

La position du VB est également à considérer. Comme souligné ci-dessus, ses ambitions ne sont pas claires. Des exemples d'autres pays en Europe montrent que rejoindre un gouvernement est un désavantage pour la droite radicale, car cela risque de saper son authenticité, sa crédibilité et son profil anti-élite. Le VB peut également exercer une influence sans poste au sein de l'exécutif. En outre, la question dépend aussi de ce que la N-VA pense gagner d'une telle collaboration. Tout dépendra du contexte politique (tels que les enjeux qui dominent la lutte électorale), des résultats du scrutin et du soutien des électeurs pour une telle coalition, de l'équilibre des pouvoirs (au sein et entre les partis), de la direction de la N-VA, et de la sincérité du VB à s'engager dans un gouvernement et de sa volonté à se faire accepter comme partenaire.

### **Conclusion : où s'arrêtera la normalisation ?**

Ce texte a retracé l'histoire du VB sur le chemin vers la normalisation. D'un parti marginalisé dans les années 1980, il est devenu un acteur important de la scène politique (et médiatique) en Flandre pendant les années 1990 et 2000, avec le « dimanche noir » comme point de départ. Malgré quelques revers, le VB est maintenant bien parti pour devenir la force politique dominante en Flandre. La possibilité de participer au pouvoir en 2024 pend comme une épée de Damoclès au-dessus du paysage politique en Flandre et, par extension, en Belgique. L'histoire récente du VB peut être résumée comme celle d'une normalisation croissante. Reste à voir si cette normalisation se matérialisera dans des actes plus tangibles, et si le soutien populaire continuera de croître parmi les citoyens, surtout dans le contexte politique précaire de la Belgique, affecté par plusieurs crises entrecroisées (COVID-19, sortie du nucléaire, crise de la représentation politique...).

### **Références**

Baudewyns, P., & Dassonneville, R. (2014). Volatiliteit: veel beweging, geen aardverschuiving. *Samenleving En Politiek*, 21 (9), 5-16.

Close, C., & Ognibene, M. (2021). Les droites radicales en Belgique francophone. In P. Delwit & E. Van Haute (Eds.), *Les partis politiques en Belgique* (4<sup>e</sup> éd., pp. 421-452). Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.

de Jonge, L. (2019). The populist radical right and the media in the Benelux: Friend or foe? *International Journal of Press/Politics*, 24 (2), 189–209. <https://doi.org/10.1177/1940161218821098>

Jacobs, L., & van Spanje, J. (2020). Prosecuted, yet popular? Hate speech prosecution of anti-immigration politicians in the news and electoral support. *Comparative European Politics*, 18 (6), 899–924. <https://doi.org/10.1057/s41295-020-00215-4>

Pauwels, T. (2011). Explaining the strange decline of the populist radical right Vlaams Belang in Belgium : The impact of permanent opposition. *Acta Politica*, 46 (1), 60–82.

Vanden Eynde, G., Put, G.-J., Maddens, B., & Muyters, G. (2019). Paid digital campaigning during the 2018 local elections in Flanders : Which candidates jumped on the bandwagon ? *Politics of the Low Countries*, 1 (3), 227–236. <https://doi.org/10.5553/plc/258999292019001003005>

Wauters, B., & Pittoors, G. (2019). Populist party leaders in Belgium : An analysis of VB and PVDA-PTB. *Polish Political Science Review*, 7 (1), 1-23. *Polish Political Science Review*, 7 (1), 1–23. <https://doi.org/10.2478/ppsr-2019-0001>

# *La galaxie d'extrême droite : retour en force d'une réalité ancienne*

**Benjamin Biard (CRISP)**

Aujourd'hui, l'extrême droite est en capacité de remporter des succès électoraux, voire de prétendre à l'exercice du pouvoir dans de nombreux endroits. L'élection présidentielle française voit ainsi s'affronter des candidats, Marine Le Pen et Éric Zemmour, tous deux susceptibles d'accéder au second tour. L'extrême droite s'implante aussi dans des pays où elle était absente depuis plusieurs décennies, telles l'Allemagne et l'Espagne.

S'agit-il d'un phénomène récent ? Comment peut-on définir l'extrême droite sur la base de ses multiples incarnations ? Comment évolue-t-elle et en quoi est-elle un phénomène pluriel qui ne peut être réduit aux partis politiques qui en portent l'idéologie ? Enfin, quelles résistances ses différentes formes rencontrent-elles ?

## *Un phénomène ancien*

Si l'extrême droite est au cœur de l'actualité dans de très nombreux pays<sup>4</sup>, elle constitue une réalité ancienne. Aux États-Unis, le Know Nothing – mouvement intégriste protestant favorable à une forte limitation de l'immigration – ou le Ku Klux Klan – suprémaciste blanc et violent – se développent ainsi au 19<sup>e</sup> siècle. En France aussi, l'extrême droite progresse durant cette période, notamment sous la forme du mouvement boulangiste ou de l'Action française. Au 20<sup>e</sup> siècle, des dictatures fascistes s'installent en Italie, en Allemagne, en Espagne et ailleurs, plus tard en Grèce, et l'extrême droite marque de son empreinte l'action publique dans moult pays démocratiques.

Cette variété recouvre cependant un corpus idéologique et doctrinal commun : le rejet de l'immigration, voire la xénophobie, un projet autoritaire en matière de sécurité intérieure, et une rhétorique antisystème hostile aux partis politiques traditionnels et aux organisations classiques du mouvement ouvrier. Au-delà de ce noyau idéologique partagé, des accents parfois très différents peuvent être adoptés : les expressions « droite radicale », « national-populisme », « fascisme » ou « néonazisme » sont alors utilisées afin de mieux cerner les différences.

---

4 B. BIARD, « L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019) » et « L'extrême droite en Europe centrale et orientale (2004-2019) », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2420-2421 et 2440-2441, 2019.

## *Une légitimation croissante*

L'extrême droite connaît une évolution importante depuis la Seconde guerre mondiale. Le politologue Anders Widfeldt repère quatre étapes du développement des partis d'extrême droite depuis 1945<sup>5</sup>.

Au sortir de la guerre, l'extrême droite s'inscrit dans la continuité idéologique du national-socialisme et du fascisme mais semble exsangue. Lorsqu'elle tente de se structurer, elle rencontre une vive opposition, y compris institutionnelle. Ainsi, en 1952, la Cour constitutionnelle allemande interdit le Parti socialiste du Reich fondé par des militants néonazis trois ans plus tôt.

L'extrême droite réussit ensuite à s'organiser à travers de nouveaux acteurs mais de façon éphémère, comme l'illustre l'Union de défense des commerçants et artisans en France. Alors que le mouvement porté par Pierre Poujade remporte 11,6 % des suffrages et envoie 52 élus à l'Assemblée nationale (dont le jeune Jean-Marie Le Pen) en 1956, il ne parvient pas à s'ancrer durablement dans le paysage politique. Aux Pays-Bas, le Boerenpartij s'inscrit également dans cette deuxième vague.

C'est entre les années 1970 et la fin des années 1990 que l'extrême droite connaît un nouvel essor. Nombreuses sont alors les formations qui réussissent à se structurer et à s'enraciner, tels le Front national (FN) en France, le Vlaams Blok (VB) en Belgique et le Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ) en Autriche.

Une nouvelle phase est amorcée à la fin des années 1990, caractérisée par une tendance à la légitimation des partis d'extrême droite et par leur volonté d'être intégrés au sein des processus décisionnels. Souvent, cela résulte d'une stratégie de « dédramatisation » entamée par ces partis eux-mêmes, mais aussi d'une ouverture des partis traditionnels à leur égard. L'extrême droite a ainsi participé à des coalitions en Italie, en Autriche, aux Pays-Bas, en Slovaquie, en Norvège, en Finlande, en Bulgarie ou encore en Estonie. Même en Suède, où un cordon sanitaire politique empêche l'extrême droite d'arriver au pouvoir, les élections législatives du 11 septembre 2022 pourraient changer la donne.

## *Différents visages*

Au-delà des partis, des acteurs aussi nombreux que variés mobilisent une idéologie d'extrême droite. Sans participer aux élections, certains mouvements et organisations veulent influencer les politiques publiques, parfois à travers des actions choc. En Flandre, Schild & Vrienden, le Voorpost ou encore la Légion flamande sont particulièrement actifs. En Belgique francophone, La Meute ou Civitas tentent de s'imposer.

5 A. WIDFELDT, «A fourth phase of the extreme right? Nordic immigration – critical parties in a comparative context», *Nordeuropa forum*, n° 1-2, 2010, p. 7-31.

Ensuite, l'idéologie d'extrême droite peut être portée par des intellectuels ou des théoriciens dont l'influence est parfois considérable au-delà des frontières nationales. Aux États-Unis, Richard Spencer, suprémaciste blanc et figure de proue de l'Alt Right, a ainsi gagné en popularité ces dernières années. Lors d'un séminaire du National Policy Institute, à Washington, le 19 novembre 2016, il déclarait : « Être blanc, c'est être un guerrier, un croisé, un explorateur et un conquérant. Nous construisons, nous produisons, nous progressons. Pour nous, c'est conquérir ou mourir. Tel est le fardeau de l'homme blanc. » Et de conclure : « Hail Trump, hail our people, hail victory ! » En France, Renaud Camus a quant à lui contribué à théoriser le « grand remplacement », phénomène qui verrait la civilisation européenne remplacée par une autre civilisation. Éric Zemmour a popularisé cette expression et l'a largement instillée dans la campagne électorale présidentielle de 2022.

Certains médias contribuent également à répandre l'idéologie d'extrême droite en réservant une attention importante à ses représentants, voire en adoptant une ligne éditoriale qui lui soit favorable. Citons *'t Pallietkerke* en Flandre et *PAN* en Belgique : sans être des « médias d'extrême droite » à proprement parler, ils contribuent à la « normalisation » des discours de cette tendance et accroissent leur visibilité ainsi que celle de ceux qui les portent.

Sur Internet, la « fachosphère » joue un rôle crucial. Elle prend souvent la forme de forums en ligne sur lesquels les internautes peuvent lire, échanger et publier des messages visant à répandre ce type d'idéologie. Fondé aux États-Unis, le forum *Stormfront* participe à une telle dynamique, se présentant comme « la voix de la nouvelle minorité blanche assiégée ». On recense aussi des sites se proclamant d'information. Le site antisémite *Ils sont partout*, qui entendait présenter un « recensement dûment vérifié de personnalités françaises et internationales » de confession juive, a été fermé durant l'été 2021.

Enfin, l'extrême droite est aussi portée par des individus ou organisations aux aspirations terroristes. Nombreux ont été ces dernières années les attentats motivés par une telle idéologie : ceux d'Oslo et d'Utøya (Norvège) le 22 juillet 2011, de Christchurch (Nouvelle-Zélande) le 15 mars 2019, de Hanau (Allemagne) le 19 février 2020 ou encore d'Atlanta (États-Unis) le 16 mars 2021. Si peu d'incidents majeurs d'extrême droite sont intervenus ces dernières années en Belgique, rappelons que, le 1<sup>er</sup> janvier 2022, 50 extrémistes de droite étaient repris dans la banque de données commune (dite « liste de l'OCAM »). Parmi ceux-ci, 34 étaient considérés comme des propagandistes de haine et 24 comme potentiellement violents. En outre, on se souviendra de la cavale, en mai-juin 2021, du militaire Jürgen Conings, suspecté de préparer des attentats visant des symboles de l'État, des musulmans, ainsi que plusieurs personnalités, dont le virologue Marc Van Ranst.

L'extrême droite présente donc de multiples visages qui, tout en défendant une même idéologie, adoptent des accents variables, mobilisent des moyens variés, voire poursuivent des objectifs différents : quête du pouvoir, influence institutionnelle, conquête culturelle, actions terroristes...

### *La lutte contre l'extrême droite*

Tout comme l'extrême droite elle-même, les acteurs qui se mobilisent pour en freiner le développement ou pour en contrer l'impact sont eux aussi particulièrement divers. Et ils sont amenés à repenser leur répertoire d'action ou à renouveler leurs *modus operandi*, développant une palette d'outils et de stratégies aux effets variables. *Primo*, certains mobilisent l'arsenal juridique pour engager des poursuites judiciaires à l'encontre de personnes et associations d'extrême droite. En Belgique, cet arsenal a tendance à se renforcer dans le temps. *Secundo*, les acteurs politiques sont eux-mêmes importants dans la lutte contre l'extrême droite. Au-delà de leur rôle législatif, ils sont à l'origine du cordon sanitaire politique en Belgique. *Tertio*, de nombreux médias accordent un traitement différencié aux organisations et représentants d'extrême droite. En Belgique francophone, le cordon sanitaire médiatique consiste à refuser de leur accorder un temps de parole libre en direct. *Quarto*, la société civile est aussi particulièrement mobilisée, sous des formes variées. Certains acteurs recourent à des dispositifs pédagogiques pour lutter en amont contre l'idéologie d'extrême droite, tandis que d'autres entendent résister à cette idéologie en aval, parfois en recourant à des moyens violents. *Quinto*, les services de renseignement et de sécurité contrôlent les formes d'activisme d'extrême droite les plus violentes ou menaçantes pour la stabilité de l'État.

Tous ces acteurs, moyens et outils de lutte s'avèrent complémentaires. Certains visent d'abord et avant tout des organisations d'extrême droite, d'autres ont davantage vocation à en empêcher la propagation des idées. Analyser les différentes facettes de cette lutte permet notamment de mieux saisir pourquoi l'extrême droite peine à se développer en Belgique francophone alors qu'elle est aujourd'hui un acteur politique majeur en Flandre<sup>6</sup>.

6 B. BIARD, « La lutte contre l'extrême droite en Belgique. I. Moyens légaux et cordon sanitaire politique » et « La lutte contre l'extrême droite en Belgique. II. Cordon sanitaire médiatique, société civile et services de renseignement », *Courrier hebdomadaire, CRISP*, n° 2522-2523 et 2524-2525, 2021.

# *Sociologie électorale : quelles convergences et divergences entre l'extrême droite et l'extrême gauche ?*

**Caroline Close (ULB - Charleroi)**

Dans la plupart des démocraties occidentales, les partis politiques situés aux extrêmes ont gagné en popularité ces dernières décennies. Après l'élection européenne de 2019, les partis d'extrême droite rassemblés dans le groupe « Identité et démocratie » deviennent la cinquième force politique au parlement européen, à quasi égalité avec les Verts. Les partis de gauche radicale, en revanche, connaissent en 2019 un recul significatif, perdant un cinquième de leurs sièges, alors qu'en 2014, le groupe de la Gauche Unitaire devenait la cinquième force du parlement, grâce notamment à la poussée de *Podemos* et de *Izquierda Unida* en Espagne, et de *Syriza* en Grèce. En Belgique, l'élection de 2019 fut marquée par une nette progression du *Vlaams Belang* en Flandre, passant de 3 à 18 sièges à la Chambre, et du PTB-PVDA (particulièrement en Wallonie et à Bruxelles), passant de 2 à 12 sièges.

La recherche scientifique s'est beaucoup intéressée à ces partis politiques, notamment sous l'angle du populisme (Mudde 2004 ; Rooduijn et Akkerman 2017). Ces acteurs partageraient diverses caractéristiques, à la fois idéologiques – rejet des élites et promotion du « peuple » vertueux – et organisationnelles – leader charismatique et démocratie interne plébiscitaire (Vittori 2022). La recherche s'est intéressée également aux électeur·rice·s de ces partis, suggérant de nombreuses similarités dans leurs profils, mais aussi des divergences. Cette contribution vise à donner un éclairage sur ces débats, en utilisant des recherches empiriques récentes menées en Europe et en Belgique.

Parmi les « convergences », la recherche met en avant que ces partis attirent avant tout des groupes sociaux « déclassés », « marginalisés », ou « perdants » de la mondialisation (Kriesi *et al.* 2006). Ce déclassement social, qu'il soit subjectif ou objectif, alimenterait une insatisfaction par rapport à la démocratie, ainsi qu'une perte de confiance dans les institutions démocratiques. Le vote aux extrêmes, ou « vote protestataire », serait donc un moyen d'exprimer cette insatisfaction et ce rejet des élites et de la politique traditionnelle. À ce titre, électeur·rice·s d'extrême gauche et électeur·rice·s d'extrême droite partageraient des traits sociodémographiques communs, de même que des attitudes envers la démocratie assez similaires.

Les analyses réalisées à partir de données d'enquête d'opinion publique en Europe confirment partiellement ces hypothèses. L'analyse de Rooduijn *et al.* (2017), couvrant 23 pays et incluant 26 partis d'extrême droite et 23 partis d'extrême gauche, montre un effet de l'appartenance aux catégories socioéconomiques ou socioprofessionnelles sur la probabilité de choisir un parti extrémiste plutôt qu'un parti

*mainstream* ou « traditionnel ». Ainsi, par rapport à un·e ouvrier·ière manuel·le peu qualifié·e, les cadres et cadres supérieurs ont une probabilité moindre de voter aux extrêmes, gauche et droite confondus, que de voter pour un parti *mainstream*. L'insatisfaction des répondant·e·s par rapport à leur revenu est également un prédicteur significatif d'un vote aux extrêmes plutôt qu'au centre, en particulier à l'extrême gauche. Le vote à l'extrême gauche est par ailleurs significativement plus présent parmi les sans-emplois, et significativement moins probable parmi les travailleur·euse·s indépendant·e·s – alors que cet effet n'est pas observé pour le vote à l'extrême droite. En termes sociodémographiques, l'analyse de Rooduijn *et al.* (2017) montre également que le vote d'extrême gauche est un phénomène urbain, contrairement au vote à l'extrême droite. Plus important encore, l'effet de l'éducation est significativement différent : un haut niveau de diplôme influence positivement la probabilité de voter à l'extrême gauche, alors que l'effet est négatif pour le vote à l'extrême droite. En outre, le vote d'extrême gauche serait plus féminin que le vote à l'extrême droite ; tandis que le vote à l'extrême droite serait plus « jeune ». En Belgique, les analyses de Goovaert *et al.* (2020) basées sur les données collectées en 2019<sup>7</sup> montrent que l'âge et le niveau de diplôme sont inversement corrélés au vote VB et au vote PTB-PVDA. En revanche, si le vote VB est tendanciellement plus masculin, la variable du genre ne semble pas discriminante pour le vote PTB-PVDA.

Si ces deux groupes d'électeur·rice·s partagent quelques traits sociologiques communs, leurs systèmes de valeurs et leurs visions du monde semblent bien distincts – si ce n'est radicalement opposés. C'est l'argument avancé par Rooduijn *et al.* (2017) : puisque ces partis se forment à l'extrême de la gauche d'une part, et à l'extrême de la droite d'autre part, ils incarnent et expriment de manière radicale les valeurs traditionnellement associées à la gauche et à la droite. À (l'extrême) gauche, l'égalité, l'altruisme et le cosmopolitisme seraient prépondérants. À (l'extrême) droite, des attitudes anti-immigration, sécuritaires, et anti-égalitaires seraient partagées. Le substrat idéologique commun entre extrême gauche et extrême droite se situerait dans une attitude partagée vis-à-vis de l'intégration européenne, bien que les raisons de cet euroscepticisme divergent. Rooduijn *et al.* (2017) montrent qu'une attitude anti-immigration, de même qu'un soutien à des mesures sécuritaires, augmentent significativement le vote d'extrême droite alors qu'ils diminuent significativement le vote d'extrême gauche. Une attitude égalitaire (égalité de traitement, égalité des chances pour tous et toutes) est positivement corrélée à un vote à l'extrême gauche, mais négativement associée à un vote à l'extrême droite. Rooduijn *et al.* (2017) suggèrent que les effets du cosmopolitisme et de l'égalitarisme à l'extrême gauche s'expliquent par le niveau d'éducation plus élevé de ces électeur·rice·s. En Belgique, l'analyse de Goovaert *et al.* (2020) confirme cette « polarisation » idéologique, en particulier sur les questions liées à l'immigration. En Flandre, sans surprise, une attitude anti-immigration est prédictive du vote VB ; mais, plus surprenant, le vote PVDA s'explique davantage

7 Projet RepResent financé par le FNRS et le FWO via l'instrument *Excellence of Science*, <https://represent-project.be/>

par une attitude pro-immigration que par une opinion radicale vis-à-vis d'une politique économique redistributive.

Enfin, les études empiriques confirment bien que les attitudes envers le système démocratique convergent entre ces deux catégories d'électeur·rice·s : l'insatisfaction par rapport au système démocratique, ainsi qu'un niveau de confiance faible envers les institutions et les élites, sont des variables prédictives du vote aux extrêmes et ne permettent pas de discriminer entre le vote à l'extrême gauche et le vote à l'extrême droite. Ces attitudes seraient par ailleurs liées à d'autres traits psychologiques, tels que l'adhésion à des thèses complotistes (Imhoff *et al.* 2022), ou à un soutien à des dispositifs alternatifs, comme les référendums (Rojon et Rijken 2020). Les électeur·rice·s qui se situent aux extrêmes du continuum gauche-droite, de même que les électeur·rice·s qui votent pour ces partis – et en particulier, à l'extrême droite – seraient plus enclin·e·s à adhérer à des thèses complotistes (Imhoff *et al.* 2022). Imhoff *et al.* (2022) interprètent cet effet par la tendance des électeur·rice·s extrémistes à se méfier et à rejeter les groupes et les idées qui diffèrent des leurs ; et par leur lecture souvent manichéenne de la société. Rojon et Rijken (2020) montrent que les électeur·rice·s de droite radicale et de gauche radicale soutiennent davantage les référendums que les électeur·rice·s modéré·e·s. Ces instruments *populistes* par essence permettent une expression directe des citoyen·ne·s, en contournant les institutions représentatives traditionnelles. Les analyses de Rojon et Rijken suggèrent cependant que les explications de ce soutien diffèrent à gauche et à droite. Le soutien au référendum chez les électeur·rice·s d'extrême droite serait expliqué par des attitudes anti-élites et xénophobes ; alors que chez les électeur·rice·s d'extrême gauche, ce soutien serait davantage expliqué par leur appui à des politiques économiques redistributives.

En Belgique, où l'offre électorale est très diversifiée, Goovaert *et al.* (2020) montrent que ces attitudes de « ressentiment » démocratique sont les seules vraiment discriminantes entre les votes aux extrêmes et les votes pour les partis traditionnels « proches » sur l'échiquier politique. Par exemple, entre un vote VB et un vote N-VA, il y a peu de différences « idéologiques » ; en revanche, les électeur·rice·s du VB sont significativement moins satisfait·e·s de la démocratie et plus méfiant·e·s envers les institutions ; ils·elles sont également plus jeunes et moins éduqué·e·s. Entre un vote PTB et un vote PS, les variables discriminantes sont également liées aux indices de confiance et de satisfaction envers la démocratie, à l'âge, mais aussi aux attitudes plus « populistes » ou « anti-élites » des électeur·rice·s PTB. Les analyses de Close et van Haute (2020), de même que celles de Jacobs *et al.* (2021), analysent le rôle des *émotions* comme variables prédictives du vote aux extrêmes, et mettent en avant l'effet central de la *colère* ressentie par les répondant·e·s lorsqu'ils·elles pensent à la politique en Belgique. Des analyses complémentaires (à paraître) indiquent que le vote aux extrêmes, à gauche comme à droite, se distinguerait d'ailleurs d'un vote blanc ou d'un comportement d'abstention, par sa charge « émotionnelle », non seulement négative, mais également positive – les électeur·rice·s désabusé·e·s du système politique se tournant vers ces acteurs dans l'espoir d'un changement.

En résumé, électeur·rice·s d'extrême droite et électeur·rice·s d'extrême gauche convergent essentiellement dans leur « ressentiment » vis-à-vis des élites des institutions traditionnelles. En termes idéologiques en revanche, ces deux groupes portent des valeurs radicalement opposées, pouvant avoir des effets polarisants sur les débats de société.

### Liste des références

Close, Caroline, van Haute, Emilie (2020) “Emotions and vote choice”, *Politics of the Low Countries*, 2 (3), pp. 353-379.

Goovaerts, Ine, Kern, Anna, van Haute, Emilie, Marien Sofie (2020) “Drivers of Support for the Populist Radical Left and Populist Radical Right in Belgium”, *Politics of the Low Countries*, 2 (3), pp. 228-264.

Imhoff, Roland, Zimmer, Felix, Klein, Olivier *et al.* (2022) “Conspiracy mentality and political orientation across 26 countries”, *Nature Human Behavior* (online first).

Jacobs, Laura, Close, Caroline, Pilet, Jean-Benoit (2021) “The angry voter? The role of emotions in explaining the populist vote at the 2019 Belgian elections”. Presented at the conference *Belgium : The State of the Federation*, Namur, 21/12/2021.

Kriesi, Hanspeter, Grande, Edgar, Lachat, Romain, Dolezal, Martin, Bornschier, Simon, Frey, Timotheos (2006) “Globalization and the Transformation of the National Political Space : Six European Countries Compared”, *European Journal of Political Research*, 45, pp. 921-956.

Mudde, Cas (2004) “The Populist Zeitgeist”, *Government and Opposition*, 39 (4), pp. 541-563.

Rojon, Sébastien, Rijken, Arieke J. (2020) “Are radical right and radical left voters direct democrats? Explaining differences in referendum support between radical and moderate voters in Europe”, *European Societies*, 22 (5), pp. 581-609

Rooduijn, Matthijs, Burgoon, Brian, van Elsas, Erika J., van de Werfhorst, Herman G. (2017) “Radical distinction : Support for radical left and radical right parties in Europe”, *European Union Politics*, 18 (4), pp. 536-559.

Rooduijn, Matthijs, Akkerman, Tjitske (2017) “Flank attacks : Populism and left-right radicalism in Western Europe”, *Party Politics*, 23 (3), pp. 193-204.

Vittori, Davide (2022) “Vanguard or business-as-usual? ‘New’ movement parties in comparative perspective”, *International Political Science Review* (online first).

# *Les partis d'extrême droite et la démocratie : analyse rhétorique et idéologique*

François Debras (Université de Liège – Haute École Libre Mosane)

Dans leurs discours, les acteurs politiques mobilisent une rhétorique, une structure argumentative, un récit sur le monde qui se colore de termes spécifiques et qui met en scène des héros, des ennemis mais aussi des valeurs. Ils véhiculent des idéologies et traduisent des enjeux politiques. Plusieurs chercheurs ont étudié les discours des partis d'extrême droite afin d'identifier leurs spécificités mais aussi le sens que ces partis accordent à certains termes. Pourquoi ce terme est-il mobilisé par cet/ces orateur(s), devant ce/ces public(s), dans ce/ces contexte(s) et en lien avec quelle(s) thématique(s) ?

Pour notre part, nous avons décidé d'interroger le terme « démocratie ». Ce terme est particulier à plusieurs titres. Tout d'abord, il n'existe pas de définition consensuelle de ce qu'est ou devrait être la démocratie. Il s'agit d'une « formule ». Sa mobilisation structure et cristallise certains enjeux politiques et sociaux. Il nous faut donc l'étudier au travers de ses contextes d'énonciation. Ensuite, alors qu'historiquement les partis d'extrême droite sont définis comme une famille politique véhiculant une idéologie antidémocratique, les partis logés à cette enseigne se présentent quant à eux comme les défenseurs et les promoteurs de la démocratie. Depuis les années 1990, les partis d'extrême droite ont entamé une campagne de dédiabolisation. Les discours ne font plus référence aux notions de race mais de culture ou de religion. Il n'est plus question de racisme mais de distinction entre des individus assimilables et inassimilables. L'inégalité a cédé la place à la différence. La haine de l'autre se transforme en protection de soi. De plus, les discours utilisent aujourd'hui des termes jusqu'alors absents ou peu mobilisés : « laïcité », « égalité homme/femme », « liberté d'expression » et « démocratie ».

La question posée est double : comment et pourquoi les partis d'extrême droite mobilisent-ils le terme « démocratie » dans leurs discours ?

Du point de vue de leurs exploitations sémantiques, les partis que nous avons étudiés (RN en France, FPÖ en Autriche et AfD en Allemagne) appréhendent la démocratie comme un régime politique où la souveraineté populaire s'exprime via des élections mais devrait être également sollicitée par l'outil référendaire. Les représentants politiques agissent au nom de l'intérêt général. La démocratie reconnaît le débat, le pluralisme politique et la liberté d'expression, chacun ayant le droit d'exprimer ses opinions et ses projets et de les confronter à ceux des autres. Sur la base de ces éléments, nous pouvons donc avancer que les partis d'extrême droite, dans leurs discours, ne proposent pas de nouvelles approches de compréhension de la démocratie qui n'auraient pas été identifiées ailleurs.

La réponse au comment les partis d'extrême droite définissent le terme « démocratie » est liée au pourquoi ils mobilisent ce terme. Les discours ne sont pas neutres. Ils sont portés par des intérêts. En effet, les contextes d'énonciation du terme « démocratie » dépendent de certaines variables : l'orateur, le genre des discours et la période temporelle.

Nos analyses lexicométriques montrent que le terme est mobilisé quantitativement plus souvent devant les électeurs en période de campagne électorale. Il exerce une fonction symbolique dont l'objectif est de rapprocher l'orateur du récepteur du message grâce à un terme connoté positivement. Le terme joue également sur les crises, les peurs et les espoirs de l'électorat. Il assure une fonction émotionnelle.

Nos analyses sémantiques font apparaître que le terme « démocratie » constitue aussi un argument discursif. En définissant d'une certaine manière la démocratie, les partis d'extrême droite l'opposent à la nature ou aux (in) actions de leurs adversaires. Le terme « démocratie » exerce une fonction rhétorique. Il est mobilisé contre différentes entités qui sont, principalement, les autres partis, l'UE et le gouvernement. Ces entités sont désignées comme les ennemis de la démocratie. Mais l'argument démocratie est aussi utilisé par ces partis pour se défendre contre les attaques d'un opposant. Il permet alors de souligner la légitimité et la crédibilité du parti. Il accorde au parti le droit de dire ou de faire tout en le refusant aux autres. Dans ce cas, le terme « démocratie » exerce une fonction de légitimité/crédibilité.

Nos analyses socio-idéologiques mettent en avant une dernière fonction du terme « démocratie », la fonction idéologique. L'appel à la démocratie directe et son outil référendaire est utilisé pour politiser certains sujets et forcer le système politique à prendre position : appartenance à l'UE (pour le RN), rejet de l'adhésion de la Turquie à l'UE (pour le FPÖ et l'AfD), contrôle aux frontières, rejet de l'immigration ou encore suppression du droit d'asile et du droit au regroupement familial (pour l'AfD). Le terme « démocratie » renvoie au corpus idéologique des partis d'extrême droite. La démocratie est appréhendée sous une forme populiste, identitaire, nationaliste, inégalitaire, chauviniste et sécuritaire (pour l'AfD).

Ceci nous amène à porter un regard nouveau sur les relations entre les partis d'extrême droite et la démocratie.

Dans les discours étudiés, nous n'avons observé aucun énoncé s'opposant à la démocratie ou la rejetant. Au contraire, les partis d'extrême droite se présentent comme les promoteurs et les défenseurs de la démocratie. Ils se sont appropriés le terme « démocratie » et semblent également en avoir intégré les différentes conceptions et représentations. Cette attitude et ces comportements sont stratégiques. Ils visent à rendre les partis respectables et à augmenter leur électorat. Mais l'analyse critique des discours met également en avant, dans les discours des partis

d'extrême droite, une représentation singulière de la démocratie que nous pourrions qualifier de « démocratie nationale » ou « démocratie identitaire ».

Cette forme de démocratie est opposée à toute division du peuple, toujours homogène et unanime. Elle traduit un important repli et une profonde hostilité envers tout individu qui ne partage pas la même représentation du destin collectif national ou toute entité supérieure au niveau étatique national. Opposée au multiculturalisme, cette démocratie est le gouvernement d'un peuple homogène dont les membres sont limités par leur appartenance à une communauté nationale définie en fonction de différents facteurs (traditions, coutumes, histoire, langue) servant d'éléments à la fois d'identification et d'exclusion : « nous » et les « autres », l'« assimilable » et le « non-assimilable ».

La « démocratie nationale » ou la « démocratie identitaire » est-elle un oxymore ? Elle nous amène à penser qu'il est aujourd'hui nécessaire d'encourager une réflexion approfondie sur la démocratie et les valeurs qui l'animent mais aussi nous animent en tant que collectif. Les partis politiques d'extrême droite se sont appropriés le terme, le mobilisent dans leurs discours et se présentent comme des démocrates. Ces partis sont aujourd'hui présents à différents niveaux (local, national et européen). Ils réalisent d'importants scores électoraux qui leur permettent, dans certains cas, d'accéder aux fonctions exécutives (comme en Autriche). Ainsi, si nous ne pouvons répondre objectivement à la question actuelle de l'opposition ou non entre les partis d'extrême droite et la démocratie sans être confrontés sans cesse à des contre-exemples, il nous semble toutefois nécessaire de comprendre et d'investir les discours des partis d'extrême droite, leur définition de la démocratie, d'en déconstruire la rhétorique et les enjeux idéologiques et stratégiques, afin de leur opposer d'autres modèles démocratiques plus ouverts.

## *Les passions immodérées, le lit de la droite radicale ?*

Guillaume Lejeune (CAL Charleroi)

La récente crise du coronavirus a fait souffler un vent de panique sur la population. Le côté inédit de la situation l'a rendue démunie. Faute de pouvoir s'en remettre à ses habitudes, le peuple a accepté la mise en place d'un pouvoir qui, de façon providentielle, apparaissait susceptible de lui rendre la stabilité qu'il avait perdue.

La peur fait entrer les individus dans un dispositif de pouvoir qui tout à la fois les destitue d'une part de leur liberté et institue un ordre sécuritaire. Elle justifie un contrat social avec l'autorité qui garantisse à tout un chacun un ordre prévisible. Hobbes considère ainsi que ce qui fait l'adhésion d'un citoyen à l'état de droit, c'est la peur de se retrouver dans un état de guerre de tous contre tous où chacun apparaisse comme une menace potentielle. Afin de prévenir ce problème, l'individu adhère à une organisation sociale où chacun trouve son intérêt et sa sécurité dans le respect des lois<sup>8</sup>.

La peur de l'autre justifie alors le fait de s'en remettre à un ordre politique qui régule les relations des uns aux autres de façon centralisée. Au plus cette peur est marquée, au plus l'individu sera prêt à déléguer au pouvoir en place. Il est alors prêt à revoir les termes du contrat qui tacitement le lie à l'Etat en conférant plus de pouvoir aux autorités en place. On a ainsi vu récemment que, sous le motif d'une peur alimentée par les médias et les politiques, les individus ont accepté de partager des données sensibles avec le pouvoir, ils ont admis un état d'exception, qui s'insinue toujours plus dans ce qui avant relevait du privé.

Dans une situation d'urgence, le contrat social est en crise. L'adhésion dont il a été beaucoup question dans les médias lors de la crise sanitaire est une autre façon de parler de ce problème. Peut-on forcer les gens à adhérer à de nouveaux devoirs, à de nouvelles consignes ? Peut-on les obliger à revoir leur condition de citoyen ? Que faire des gens qui se refusent à ce changement, qui n'en voient pas la nécessité ? Par ailleurs, que signifie l'adhésion des personnes aux nouvelles mesures ? S'agit-il d'une adhésion éclairée ou de l'expression d'une servitude volontaire<sup>9</sup> ?

La question d'un changement dans le contrat social suscite le spectre des politiques d'adhésion les plus extrêmes. C'est là que la crise fait le nid de la droite radicale. L'incertitude face à une transformation du contrat social va conduire pour certains à une radicalité dans la conception du contrat social. Sous le motif de la

8 Publié en 1651, *Le Léviathan* de Hobbes propose une explication moderne du politique autour de la fiction explicative d'un contrat social.

9 Publié en 1576, le *Discours de servitude volontaire* de La Boétie montre comment un peuple accepte de se laisser diriger par un seul homme. L'engourdissement du peuple du fait des passe-temps ludiques et des superstitions diverses, la force de l'habitude et la complicité courtisane des uns et des autres sont autant de motifs qui n'ont rien perdu de leur actualité.

crainte, les individus veulent un pouvoir fort auquel ils puissent adhérer fortement. À quoi bon un pouvoir qui les prémunisse des maux s'ils n'ont pas confiance en ce pouvoir ? Aux circonvolutions technocrates des élites, le peuple préférera la figure charismatique du leader. Il s'agit alors de créer une nouvelle cohésion en éliminant les élites jugées responsables de la fracture au sein de la population.

Typiquement, Jürgen Conings, ce militaire qui a menacé de tuer un virologue avant d'être retrouvé mort dans la Campine flamande, s'inscrit dans ce schéma. En critiquant le discours clivant des experts, il prône une vision uniforme du social. Le fait que ce militaire appartienne à une faction d'extrême droite décomplexée au sein de l'armée n'est pas fortuit. La droite radicale complète son refus de la complexité en identifiant tout ce qui menace pour elle l'unité du peuple. Elle repose alors sur une application de la théorie du bouc émissaire. Faute de pouvoir réaliser une communauté autour d'intérêts partagés, elle agrège les individus en leur trouvant un ennemi commun. L'ennemi n'est pas ici la conséquence d'une révision du contrat social, il est ce qui est à l'origine du contrat tacite qui va fédérer les individus. Le refus de l'étranger permet de se trouver une identité sans avoir à la construire. La peur pour soi est alors convertie en une passion mobilisatrice, la haine des autres. Ce recouvrement de la peur dans la haine ne doit pas nous faire oublier son rôle catalyseur. Ne devrait-on pas dès lors se méfier de la peur comme mobile politique ?

Certains utilisent pourtant la peur pour des mobiles apparemment plus louables. Hans Jonas, dans son éthique de la responsabilité, construit une « heuristique de la peur ». Il s'agit là aussi d'impulser une révision du contrat social. L'enjeu est alors d'inscrire certaines préoccupations écologiques en vue de préserver la possibilité d'une humanité future. La peur ne sert pas à asseoir une communauté fondée sur une certaine identité, elle sert un mobile humaniste, sauver la possibilité de l'humain<sup>10</sup>.

Il reste que la collusion entre peur et droite radicale rend suspecte aux yeux de certains toute instrumentalisation de la peur. Certaines personnalités médiatiques, comme Michel Onfray, verront dans l'écologie en tant qu'elle est parfois présentée comme une réponse à la peur de voir le monde s'écrouler, le danger de l'établissement d'un totalitarisme vert. Sous le prétexte de la peur, l'écologie, à l'entendre, va conduire à organiser un pouvoir central fort qui contrôlera tous les aspects de la vie des individus et rejettera toutes les personnes qui refuseront de se plier à « l'idéologie » selon laquelle le changement climatique serait une urgence.

Il semblerait que l'usage de la peur soit doublement problématique : tantôt elle fait le nid des extrêmes, tantôt elle rend suspecte un discours légitime. Le discours de ceux qui utilisent la peur appelle un contre-discours qui, diabolisant le recours à la peur, se dédouane d'avoir à justifier ses positions.

10 H. Jonas, *Le Principe responsabilité* (1979), Paris, Flammarion, 2013.

Que faut-il en conclure ? En s'enfermant dans une passion unique qu'on accepte ou qu'on refuse, on ne se donne pas les moyens d'une solution pérenne. Contre une habitude ancienne qui remonte à Hobbes, il semblerait qu'on ne puisse fonder une politique sur la peur. Cela risque de conduire à un pouvoir totalitaire. On en faisait d'ailleurs déjà le reproche à Hobbes dont la politique est en quelque sorte monstrueuse, l'État s'assimilant à ce monstre légendaire biblique qu'est le Léviathan. La peur non médiée donne lieu à une politique de terreur où toute singularité est suspecte en tant qu'elle ne se conforme pas à cet individu de tous les individus qu'est l'État. En misant sur la peur, les médias et les politiques font le lit des pouvoirs forts, qu'ils se présentent sous le nom de droite radicale ou non.

Mais cette peur, que l'on retrouve si souvent utilisée, est-elle si évidente ? Dans le cas du coronavirus, pourquoi ne pas la convertir en « colère » contre un mode de vie peu respectueux de l'environnement ? en « honte » par rapport au délitement de l'état social et en particulier de la santé ?

Si la peur peut être une passion dominante, est-elle la seule passion à l'œuvre une fois que l'on investit plus profondément les problèmes ? L'enjeu ici est de mitiger la peur, non de la refouler en lui substituant une politique du courage. Si l'on transforme la peur en courage immodéré, en témérité, prépare-t-on une politique plus viable ? Toute passion, une fois qu'elle est immodérée, ne suscite-t-elle pas de l'irrationnel ? Si tel est le cas, ne devrait-on pas se méfier de toute passion et s'en remettre à la raison ? Mais que serait la raison sans les passions ? La raison n'est-elle pas l'esclave des passions, comme le veut Hume<sup>11</sup> ?

Dans ce cas, il faut moins interdire aux passions de s'exprimer que faire en sorte qu'elles se modèrent les unes les autres. C'est dans la mise en balance des passions les unes avec les autres que réside la raison pour Hume. Pour ce faire, il faut que la passion dominante s'articule à d'autres passions qui, dans un premier temps, étaient étouffées. Tout autant dangereuse que l'imposition d'une pensée unique est la complaisance dans une passion unique, car cela conduit à des politiques immodérées. Aucun événement n'est assez lisse que pour se traduire dans une passion unique. La libre pensée s'oppose tout autant à l'imposition d'une passion unique qu'à l'imposition d'une pensée unique. L'anticiéricalisme de Hume, en portant avant tout sur les passions, a dessiné une voie laïque d'évitement des extrêmes qu'on a un peu trop vite oubliée et qu'il importe aujourd'hui de relire à la lumière des événements qui grèvent notre actualité si on veut éviter de faire d'une crise le lit des extrêmes.

11 D. Hume, *Traité de la nature humaine*, Livre II, Des Passions (1739), Paris, G-F, 2013.

## *La démocratie face à la droite radicale : pour conclure et espérer...*

**Philippe Luckx (CAL Charleroi)**

Ce texte est la conclusion faite lors de la matinée-conférences intitulée « La démocratie face à la droite radicale ».

Axe stratégique défini par la régionale de Charleroi du CAL, les radicalités font l'objet, depuis 2017, d'une attention particulière via notre « Observatoire des radicalités », qui relève et questionne tout au long de l'année, avec un focus au mois de mars, les « faits de radicalités » de l'actualité.

Commençons par des constats, car sans être en capacité de dresser le portrait d'une situation donnée, il est compliqué de pouvoir correctement l'analyser. De ce fait, il est illusoire d'imaginer que l'on pourrait parler d'extrême droite sans savoir de quoi il s'agit, d'où elle vient et comment elle fonctionne. Entre histoire, réflexion sur le discours et constat de normalisation, cette matinée nous a permis de mieux cerner la droite radicale.

Depuis la Révolution française, jusqu'à Marine Le Pen, en passant par le Ku Klux Klan et l'émergence d'une multitude de mouvements, partout en Europe, l'extrême droite n'a jamais disparu. À travers son histoire, dans l'après seconde guerre mondiale son idéologie a connu une évolution. Elle a été néonazie dans les années 1950. Poujadiste dans les années 1960. Elle a donné naissance au Vlaams Blok et au Front national français dans les années 1970 et 1980. Elle s'est construite à travers des partis politiques avec une volonté de participer au pouvoir depuis les années 1990. Pendant toutes ces années, par le biais de stratégies de dédramatisation, on a vu l'extrême droite apparaître comme étant de plus en plus respectable aux yeux du grand public. Au point que, dans notre pays, on en arrive à entendre des élus remettre en cause la logique du cordon sanitaire.

Ce phénomène peut être analysé par le biais d'une réflexion langagière. L'utilisation de certains mots plutôt que de certains autres traduit des idéologies, des visions du monde, des rapports de force. À cet égard, on constate que le discours politique est rempli de formules, de concepts que chacun peut comprendre et interpréter comme il le souhaite, sur la base de ses convictions personnelles. C'est ce qui permet à des mouvements d'extrême droite d'exprimer des propos racistes, misogynes, xénophobes, antisémites en faisant usage de termes parfaitement acceptables. À cet égard, notons, pour ne citer que cet exemple qui nous concerne directement, l'usage qui peut être fait du terme « laïcité » que nous employons, au CAL, à des fins humanistes, comme détenteur de valeurs universelles, mais qui peut également être utilisé à des fins islamophobes au sein de l'extrême droite française.

Dans cette même logique, le terme « démocratie » est employé par l'ensemble du spectre politique, autant pour défendre un projet de société que pour discréditer des cultures contre lesquelles certains se plaisent à se considérer en guerre.

Par-delà les problématiques liées à la sémantique, dans le cas particulier du Vlaams Belang, il y a d'autres raisons qui expliquent cette normalisation grandissante. On voit des partis de droite qui acceptent d'entrer en négociation avec la droite radicale. On fait le constat que les enjeux migratoires engendrent une radicalisation des positions. Il y a un travail effectué par les représentants de l'extrême droite pour se donner l'image de partis fréquentables. Par l'utilisation des médias, en particulier des réseaux sociaux, on observe une évolution du discours et de l'image de l'extrême droite. Ce phénomène prend toute son ampleur dans cette volonté affichée, de la part des leaders du Vlaams Belang, de ne plus se contenter d'apparaître comme des partis d'opposition, mais d'être considérés comme de réelles alternatives aux politiques actuelles.

Dans les faits, ce phénomène est loin d'être anecdotique, car on voit, par-delà cette normalisation, un accroissement du pouvoir de l'extrême droite partout en Europe. Depuis plus de 10 ans, les résultats électoraux montrent une extrême droite qui fédère de plus en plus. Elle est de plus en plus présente dans les médias, dans la presse, dans les urnes. Ce phénomène fascine et engendre un nombre croissant de publications scientifiques.

Que ce soit en faveur de l'extrême gauche ou de l'extrême droite, sur la base d'études réalisées à grande échelle, on peut voir qu'il y a différents facteurs qui influencent les choix électoraux pour des partis radicaux. L'éducation, le milieu de vie, le sentiment vis-à-vis de l'UE, les problèmes économiques, la migration, les besoins de se sentir sécurisé, la gestion de nos propres émotions... Tous ces éléments peuvent être la cause de rencontre entre les électeurs et les partis politiques extrémistes.

Il serait tentant de dresser des constats profondément négatifs. On voit une tendance extrémiste se construire, se déployer, se renforcer et gagner en crédibilité. Dès lors que l'on se positionne comme étant porteur de valeurs humanistes, respectueuses de chacune et de chacun, il est compliqué de rester serein face à cette montée des extrêmes. Néanmoins, il convient également de ne pas sombrer dans le fatalisme. Il est important de ne pas occulter et de mettre la lumière sur différents éléments grâce auxquels nous sommes en capacité de garder espoir et d'agir afin de prendre le contre-pied de ce phénomène de radicalisation.

Tout d'abord, pour s'inscrire dans la continuité de contributions réunies dans ce recueil et faire un peu d'autopromotion, il est important d'avoir à l'esprit qu'il existe un tissu associatif qui ne cesse d'agir afin de lutter contre ces logiques radicales et cette tendance au rejet. Avec notre observatoire des radicalités, nous tentons de diffuser le plus largement possible le fruit de nos analyses.

Par ailleurs, nous avons intérêt à prendre conscience des enjeux importants liés au langage et à l'utilisation de certains mots pour faire passer plus facilement des idées inacceptables. À cet égard, restons nous-mêmes vigilants et essayons de faire prendre conscience de ces réalités aux personnes qui nous entourent.

Ensuite, parce que cela peut sembler primordial, souvenons-nous de la complexité du monde dans lequel nous vivons. Dès lors que l'on accepte cette évidence, il devient très compliqué de donner du crédit aux réponses simplistes que nous proposent les représentants des tendances les plus radicales.

Et enfin, pour faire lien avec le travail que nous effectuons au CAL Charleroi et la tendance, au sein de tout le mouvement laïque, à s'inscrire dans des dynamiques de revendication plutôt que de simplement s'enfermer dans la dénonciation, il est particulièrement important que nous soyons en capacité de défendre un projet de société. C'est ce qui peut apparaître dans l'utilisation et l'instrumentalisation qui peut être faite du terme « démocratie ». C'est aussi ce qui, probablement, fait qu'un nombre croissant d'électeurs se dirigent vers ces partis qui proposent un nouveau modèle de société. Insatisfaction généralisée, la perte de confiance en nos institutions, la colère croissante, tous ces éléments peuvent causer un désaveu des partis traditionnels et créer un intérêt pour ces tendances radicales et extrémistes.

Surtout, parce que nous le faisons trop peu souvent, il conviendrait que nous prenions le temps, plus souvent, de mettre en lumière l'existence de tous ces autres mouvements qui se construisent dans des logiques de respect de l'autre et de revendication en faveur de davantage d'humanisme dans un monde qui apparaît trop souvent comme étant déshumanisé.

Restons vigilants. Portons fièrement nos valeurs humanistes. Acceptons la complexité du monde. Réenchantons la démocratie. S'il existe un défi qui a du sens et qui mérite tout notre engagement, n'est-ce pas celui qui nous pousserait à agir afin que nous puissions, toutes et tous, continuer à vivre dans des sociétés respectueuses de nos singularités ?

## ***Table des matières***

Recul de la démocratie dans le monde : la Belgique défaillante ? .....	<b>3</b>
<i>Jean Musway Mupeka (CAL Charleroi)</i>	
La droite radicale en Europe : le cas de la Belgique. Chronique de la normalisation du Vlaams Belang.....	<b>7</b>
<i>Laura Jacobs (chercheuse postdoctorale Université libre de Bruxelles, chargée de recherche FNRS)</i>	
La galaxie d'extrême droite : retour en force d'une réalité ancienne .....	<b>15</b>
<i>Benjamin Biard (CRISP)</i>	
Sociologie électorale : quelles convergences et divergences entre l'extrême droite et l'extrême gauche ? .....	<b>19</b>
<i>Caroline Close (ULB - Charleroi)</i>	
Les partis d'extrême droite et la démocratie : analyse rhétorique et idéologique <b>23</b>	
<i>François Debras (Université de Liège – Haute École Libre Mosane)</i>	
Les passions immodérées, le lit de la droite radicale ?.....	<b>26</b>
<i>Guillaume Lejeune (CAL Charleroi)</i>	
La démocratie face à la droite radicale : pour conclure et espérer... ..	<b>29</b>
<i>Philippe Luckx (CAL Charleroi)</i>	







